



CTSD de la Nièvre 09/02/2017

Madame l'Inspectrice d'Académie

Mesdames Messieurs membre du Ctsd.

Gel du point d'indice, report du PPCR, compensation dégressive de la CSG, 120 000 postes en moins et hausse des cotisations retraite... C'est l'hiver dans la fonction publique, sans parler de CAP 2022 et de la remise en cause du principe du concours et des statuts... L'UNSA fonction publique consulte actuellement les agents publics afin de trouver les meilleures modalités d'action face à tous ces funestes projets...

#### *Autre consultation : le baromètre de l'éducation*

---

Pour la sixième année consécutive, notre fédération invite tous les personnels de l'Education Nationale à s'exprimer sur leur ressenti par rapport à leur travail en complétant notre enquête "Baromètre des métiers". Nous en sommes cette année à plus de 30000 réponses et l'enquête n'est pas encore clôturée. Ce rendez-vous est devenu un repère fiable de la température des personnels de l'éducation par rapport à leur métier.

#### *Personnels d'appui et de soutien*

---

L'UNSA éducation dénonce le retrait de 10 postes dans notre académie. La charge de travail restera identique, ce sera donc les conditions de travail de nos collègues administratifs et ITRF qui vont se trouver dégradées par cette décision.

#### *Pour le premier degré*

---

En décidant une forte réduction des effectifs uniquement en CP et CE1 dans l'éducation prioritaire, et ce, sans en donner les moyens suffisants, le ministre va dégrader les conditions d'enseignement et d'apprentissage partout ailleurs. Pour équilibrer leurs dotations, les DASEN sont conduits à fermer beaucoup de classes, particulièrement en maternelle et dans le rural.

Conjuguées à une baisse du nombre d'élèves dans le premier degré, ces créations d'emplois d'enseignants auraient dû être l'occasion de diminuer les effectifs dans toutes les écoles où les classes sont surchargées, d'améliorer les remplacements, de développer les « plus de maîtres que de classes », les Rased, la formation des enseignants, ...

L'école primaire française largement sous-investie et marquée par des inégalités insupportables doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour réaliser les transformations nécessaires sans peser sur le reste du système éducatif. Les choix faits par le gouvernement dans le budget 2018 ne répondent pas à cet enjeu de société.

Plus précisément sur la question de la ruralité : pour la convention « Faire vivre les écoles de la Nièvre » l'UNSA éducation demande à être associée à l'évaluation qui va être fait de cette convention : nous insisterons sur ses insuffisances, le maintien d'un P/E global est positif mais localement cela n'est pas compréhensible, quand un collègue n'a aucun point de chute à des kilomètres à la ronde. Pourquoi s'il y a redéploiement d'élèves entre plusieurs sites ne pas le faire à moyens constants ? Pourquoi si des équipes, des élus, s'engagent dans une nouvelle architecture de leurs écoles ne pas leur garantir dans la durée la pérennité de la nouvelle structure ? De notre point de vue la convention fixe un cadre, une volonté, mais manque d'outils pratiques pour leur mise en œuvre.

Nous nous permettons d'interpeller les services sur le bilan de la carte scolaire qui fait apparaître une différence de 2 postes entre les ouvertures et les fermetures. Nous sollicitons des éclaircissements pour savoir ce qu'il est advenus de ces deux moyens ?

#### Sur les moyens dans le second degré,

Ce CTSD va traiter de la situation des collèges nivernais qui doivent rendre 13,1 ETP pour 121 élèves en moins... cela crée des tensions que nous traiterons au cours des débats. Mais nous profitons de ce temps pour dénoncer la situation des lycées nivernais, et notamment deux d'entre eux le LP Jean Rostand qui doit rendre 40 h et le lycée Alain Colas qui avec 97 h est face à une véritable coupe à blanc... Nous espérons que les demandes des équipes seront entendues.

#### Concernant le supérieur et la réforme du lycée

L'UNSA éducation n'a pas souhaité s'associer aux journées d'action des 1er et 6 février contre les nouvelles conditions d'accès à l'Université. En effet, le recours au tirage au sort dans les filières en tension était rejeté par une majorité d'étudiants et leurs familles. "Parcoursup", n'est pas parfait, mais propose une alternative à ce tirage au sort. Le nouveau système prévoit des accompagnements pour étayer le parcours de certains étudiants, accompagnements qui nous l'espérons verront bien le jour. Changer de système est une manière de mettre fin à une sélection par l'échec qui ne disait pas son nom. Nous avons un point de vigilance sur la surcharge de travail occasionné par le nouveau système dans les lycées, aux professeurs de terminale, mais également aux équipes de direction.

De même pour les reformes annoncées du baccalauréat et du lycée l'UNSA éducation ne rejette pas tous les projets mais se montrera exigeante sur les modalités de mise en œuvre des changements annoncés, en tout état de cause ils doivent améliorer la vie des lycéens, mieux les accompagner vers l'enseignement supérieur dans l'articulation bac - 3, bac + 3. Les changements ne sauraient être les prétextes à des économies de moyens !